

Corinne Deloy

Analyse

# Le Parti progressiste au pouvoir, grand favori des élections législatives anticipées du 16 mars prochain en Serbie

A la fin du mois de janvier dernier, le président de la République Tomislav Nikolic (Parti progressiste serbe, SNS) a annoncé l'organisation d'élections législatives anticipées (de 2 ans) pour le 16 mars prochain. Il répondait ainsi au souhait exprimé par le vice-Premier ministre en charge de la Défense, de la Sécurité et de la Lutte contre la corruption et dirigeant du Parti progressiste, Aleksandar Vucic (SNS), qui avait demandé la tenue d'un nouveau scrutin pour « *obtenir une majorité plus solide afin de mener à bien les réformes économiques indispensables au pays* ».

« *Ma proposition est de vérifier la volonté du peuple. Le temps est venu pour nous de rendre des comptes devant l'électorat* » avait encore affirmé le leader progressiste. « *Nous avons fait de bonnes choses. Nos fondations sont désormais solides mais nous devons à l'avenir faire mieux et plus vite* » a-t-il ajouté. « *Nous avons beaucoup de travail devant nous, des réformes douloureuses qui vont améliorer la vie de nos concitoyens* » a indiqué le chef de l'Etat Tomislav Nikolic.

Le Parti progressiste veut donc renforcer son pouvoir en profitant du soutien dont, selon les enquêtes d'opinion, il bénéficie auprès des Serbes. Sa popularité s'explique notamment par l'ouverture le 21 janvier dernier des négociations d'adhésion de Belgrade à l'Union européenne et par les arrestations spectaculaires de plusieurs hommes d'affaires dans le cadre de la lutte contre la corruption et le crime organisé.

Après le dernier scrutin législatif du 6 mai 2012, le Parti socialiste (SPS) avait négocié au prix fort sa participation au gouvernement. Son dirigeant Ivica Dacic avait demandé et obtenu le poste de chef du gouvernement, Aleksandar Vucic devant se contenter de celui de vice-Premier ministre. Le dirigeant du Parti progressiste a d'ailleurs indiqué qu'Ivica Dacic lui avait proposé de le remplacer à la tête du gouvernement, proposition qu'il a refusée, affirmant qu'il souhaitait remplir cette fonction seulement si le peuple le souhaitait.

Aleksandar Vucic, qui a été réélu à la tête de son parti lors du congrès des 25 et 26 janvier dernier de façon unanime par le 3 804 délégués présents, entend bien, à l'issue des élections législatives du 16 mars prochain, composer un gouvernement avec les seuls membres du Parti progressiste.

## Deux ans de gouvernement de la coalition Parti progressiste-Parti socialiste

Au pouvoir depuis les dernières élections du 6 mai 2012, le Parti progressiste a pris au cours des deux dernières années plusieurs mesures pour lutter contre la corruption et la criminalité organisée. Depuis l'automne 2013, le milliardaire Miroslav Miskovic, considéré comme l'homme le plus riche de Serbie, et dix de ses associés sont jugés pour abus de pouvoir et évasion fiscale. Ces mesures contre la corruption ont permis au gouvernement de maintenir sa popularité auprès des électeurs affectés par un fort taux de chômage et une situation économique particulièrement fragile.

Le gouvernement sortant a également obtenu l'ouverture des négociations d'adhésion de la Serbie à l'Union européenne ; celles-ci ont débuté le 21 janvier dernier. Ivica Dacic et Aleksandar Vucic souhaitent que Belgrade rejoigne l'Union européenne en 2018 ou 2019. L'ouverture des négociations a fait grimper le soutien des Serbes à l'entrée de leur pays dans l'Union européenne qui atteint 51% (chiffre de janvier 2014), soit +10 points par rapport à un an auparavant.

Contraint par Bruxelles, Belgrade a entamé un rappro-

chement avec le Kosovo, pays dont les autorités serbes n'ont toujours pas reconnu l'indépendance. Le 13 avril 2013, les deux Etats ont signé des accords sur plusieurs points. Plusieurs enjeux restent à traiter dont l'emploi des Serbes dans la police kosovare, l'ouverture des frontières, l'administration des douanes et les propriétés de l'église serbe orthodoxe au Kosovo. Selon Seb Bytyci, directeur de l'Institut de politique des Balkans, les élections anticipées vont peser sur la mise en œuvre des accords signés entre la Serbie et le Kosovo.

Ivica Dacic a appelé les Serbes du Kosovo de participer aux prochaines élections législatives. En 2012, 35 000 électeurs serbes du Kosovo avaient voté. Par ailleurs, Pristina organisera ses élections législatives au mois de juin prochain.

Au niveau domestique, Sasa Radulovic, qui avait été nommé ministre de l'Economie en septembre dernier, a démissionné de son poste le 25 janvier dernier. Son programme comprenait une réforme fiscale et bancaire, plusieurs lois sur le travail et des mesures pour la mise en place des privatisations et des faillites. Sasa Radulovic voulait voir adopter en décembre 2013 4 lois relatives à la restructuration de la Serbie contre lesquelles les syndicats, mais également le Parti socialiste et le Parti progressiste, se sont élevés. Le ministre avait pourtant indiqué que la gouvernement avait prévu un budget de 20 milliards de dinars (172,5 millions €) pour aider les personnes qui auraient pu perdre leur emploi en raison de ces réformes. Sasa Radulovic s'est plaint du manque de soutien du gouvernement, allant jusqu'à imputer l'échec des réformes sur le travail, les privatisations et les faillites au Parti progressiste. Il est menacé d'être poursuivi en justice pour avoir provoqué des faillites et des destructions d'entreprises.

Le gouvernement, qui prévoit une croissance de 2% pour cette année, a donc décidé de reporter les réformes économiques au 2<sup>e</sup> semestre 2014. Belgrade devrait bénéficier en avril prochain d'un nouveau prêt de 500 millions € de la part de la Banque mondiale.

La situation économique est très délicate. En dépit du niveau élevé des prix et des impôts, le budget de l'Etat a été cette année inférieur aux prévisions de 500 millions €. Le déficit budgétaire est pour la 4<sup>e</sup>

année consécutive supérieur à 7%, la dette dépasse 60% et les investissements étrangers ont été trois fois plus faibles que prévu (2 milliards €). Le salaire mensuel moyen est de 400 € et le chômage est en hausse : il atteint officiellement 20,1% (chiffre de décembre 2013). Conséquence : le mécontentement social s'accroît et le 17 janvier dernier, l'agence de notation Fitch a sanctionné les hésitations de Belgrade à engager les réformes structurelles indispensables et dégradé la note de la Serbie qui est passée de BB + à BB -.

Pour l'analyste économique Milan Culibrik, le gouvernement n'a pas tenu ses engagements de réduction du déficit budgétaire et d'allègement de la bureaucratie. 740 000 personnes sont employées dans le secteur public, soit 10% de la population ; un chiffre élevé. De son côté, l'économiste Ljubomir Madzar considère que toute élection, et surtout les scrutins anticipés, est néfaste au processus des réformes ; son collègue Sasa Djogovic lui a emboîté le pas en indiquant que les élections allaient forcément retarder les réformes. Si le ministre de l'Intégration européenne Branko Ruzic (SPS) affirme que les négociations de Belgrade avec Bruxelles ne seront pas affectées par les élections législatives anticipées, le scrutin devrait néanmoins retarder la formation de l'équipe en charge de mener à bien l'intégration (seule la directrice - Tanja Miscovic - a pour l'heure été nommée) comme le vote de plusieurs lois par le parlement.

« *La situation est un peu confuse parce que tout le monde est favorable aux réformes, on ne voit donc pas bien quels sont les obstacles qui se dressent devant celles-ci* » a déclaré Predrag Simic, analyste politique et ancien ambassadeur de Yougoslavie en France.

Enfin, on signalera que le scrutin du 16 mars prochain coûtera 1,14 milliard de dinars, soit un peu moins de 10 millions €.

Le Parti socialiste, qui a signifié son opposition aux élections législatives anticipées, se présente en coalition avec le Parti des retraités unis (PUPS), dirigé par Milan Krkobatic, et Serbie unie (US) de Dragan Markovic. La coalition souhaite défendre les intérêts des travailleurs serbes.

## Où en est l'opposition ?

L'opposition serbe est très fragmentée. Dirigé par Dragan Djilas depuis novembre 2012, le Parti démocrate (DS) veut « *faire barrage au populisme et au régime autocratique d'Aleksandar Vucic et du Parti progressiste* ». Le dirigeant socialiste affirme que le gouvernement a choisi de faire diversion en organisant un scrutin anticipé pour cacher le fait qu'il est incapable d'honorer ses promesses.

Le parti a choisi de s'allier avec le Nouveau Parti (Nova stranka), créé en avril 2013 par l'ancien Premier ministre (2003-2004) Zoran Zivkovic (ancien membre du Parti démocrate), l'Union démocratique des Croates de Voïvodine (DSHV) et les syndicats unis de Serbie riche (Serbia sloga) ainsi qu'avec plusieurs personnalités défenseurs de la démocratie et des droits de l'Homme comme par exemple Aida Corovic, directrice de l'organisation non gouvernementale Urban-in de Novi Pazar. La liste conduite par le parti de Dragan Djilas s'appelle Avec le Parti démocrate-Pour une Serbie démocratique et a choisi comme slogan « La démocratie est de retour ». « *Nous sommes la seule coalition à former une réelle opposition et à constituer une force alternative au gouvernement sortant d'Aleksandar Vucic* » a indiqué le dirigeant démocrate.

Dragan Djilas est également l'ancien maire de Belgrade. A ce titre, il pourrait être poursuivi par la justice, les autorités serbes ayant demandé l'ouverture d'une procédure d'investigation contre lui. Réélu maire pour un 2e mandat en mai 2012, Dragan Djilas a perdu sa majorité à la tête de la ville en novembre 2012 au profit du Parti progressiste. Le même jour que les élections législatives, les électeurs de Belgrade sont donc appelés à renouveler leurs représentants municipaux. Dragan Djilas est de nouveau candidat au poste de maire. Pour ce scrutin municipal, le démocrate se présente uni avec le Nouveau Parti. La liste qu'il conduit comprend de nombreux membres de la société civile. Zorana Mihajlovic sera la tête de liste du Parti progressiste à cette élection locale. Le parti se présente en coalition avec le Parti social-démocrate, le Mouvement du renouveau (SPO), Nouvelle Serbie et le Mouvement des officiels. Aleksandar Popovic mènera la liste du Parti démocratique (DSS), Zeljko Ozegovic celle du Parti libéral-démocrate (LDP), Suzana Grubjevic celle

de Régions unies de Serbie (URS) et Aleksandar Antic conduira la liste qui unit le Parti socialiste, le Parti des retraités unis (PUPS) et Serbie unie (JS).

A la fin du mois de janvier 2014, l'ancien président de la République (2004-2006 et 2006-2012) Boris Tadic a quitté le Parti démocrate pour fonder son propre parti qu'il a appelé le Nouveau Parti démocrate. Celui-ci a choisi de s'allier avec Ensemble avec la Serbie (ZZS) de Dusan Petrovic et la Ligue des sociaux-démocrates de Voïvodine (LSV) dirigée par Nenad Canak pour les élections législatives. Les négociations de Boris Tadic avec le Parti libéral-démocrate (LDP) de Cedomir Jovanovic n'ont finalement pas abouti.

Evincé de la tête du Parti démocrate en novembre 2012, Boris Tadic avait depuis lors tenté de reprendre l'avantage au sein de son parti. Pour lui, les élections législatives ne sont qu'un calcul électoral de la part du pouvoir en place qui ne pense qu'à renforcer son pouvoir au mépris de l'intérêt du peuple serbe et de celui du pays. Boris Tadic souhaite modifier le système politique, notamment en faisant voter une nouvelle loi sur les partis, et amender la Constitution. « *Arrêter des hommes d'affaires ne suffit pas à développer l'économie serbe* » a-t-il déclaré, reprochant au gouvernement sortant d'avoir fait la chasse aux sorcières en inquiétant les personnes qui avaient travaillé avec lui lorsqu'il exerçait le pouvoir.

Le Parti démocratique (DSS), dirigé par l'ancien Premier ministre (2004-2006 et 2006-2008) Vojislav Kostunica, a choisi de concourir seul au scrutin. Eurosceptique, le Parti démocratique reproche au Parti progressiste d'être « *pièdes et poings liés avec l'Union européenne* » et voit dans cette proximité avec Bruxelles la cause de la crise politique, économique et morale que connaît la Serbie. Le Parti libéral-démocrate (LDP) de Cedomir Jovanovic a choisi de s'allier avec l'Union démocratique bosniaque du Sandjak (BDZS) et l'Union sociale-démocrate (SDU) de Zarko Korac.

Enfin, quatre partis albanophones – le Parti démocratique des Albanais, le Parti démocratique, l'Union démocratique de la vallée et le Mouvement pour le progrès démocratique – ont décidé le 2 février dernier de boycotter les prochaines élections législatives pour protester contre l'incapacité du gouvernement à

répondre à leurs demandes. Le Parti pour l'action démocratique, dirigé par Riza Halimi, sera donc le seul parti albanophone à présenter des candidats. Environ 50 000 albanophones vivent dans le Sud de la Serbie.

### Le système politique serbe

L'Assemblée nationale (*Narodna skupstina*), chambre unique du parlement, compte 250 membres élus pour 4 ans au scrutin proportionnel au sein d'une circonscription unique. Les Serbes peuvent d'ailleurs remplir leur devoir civique dans n'importe lequel des bureaux de vote que recense le pays.

Chaque liste de candidats doit être présentée par un parti ou une coalition politiques ou encore par un groupe d'au moins 10 000 citoyens (3 000 pour les partis représentant les minorités nationales du pays : Roms, Hongrois, Croates, Roumains, Bosniaques, etc.). Chaque parti politique doit obligatoirement recueillir au moins 5% des suffrages exprimés pour être représenté à l'Assemblée nationale, toujours à l'exception des partis représentant les minorités nationales. Enfin, chaque liste doit obligatoirement comprendre au moins 30% de femmes parmi ses candidats.

Les partis représentés dans l'actuelle Assemblée nationale sont :

- les partis de la coalition Serbie en avant conduite par Tomislav Nikolic, président de la République, comptent 73 députés. Le Parti progressiste (SNS), créé en octobre 2008 par Tomislav Nikolic et Aleksandar Vucic, est le

parti le plus important de cette alliance de partis ;

- les partis de la coalition Pour une meilleure vie, emmenée en 2012 par le chef de l'Etat sortant Boris Tadic, possèdent 67 sièges. Le Parti démocrate (DS), dirigé par Dragan Djilas, est le plus important des partis de cette alliance ;

- l'alliance du Parti socialiste (SPS), fondé le 27 juillet 1990 par Slobodan Milosevic et dirigé par le Premier ministre sortant Ivica Dacic, du Parti des retraités unis (PUPS), emmené par Jovan Krkobabic, et de Serbie unie (JS), conduit par Dragan Markovic, compte 44 députés ;

- le Parti démocratique de Serbie (DSS) de l'ancien Premier ministre (2004-2006 et 2006-2008) Vojislav Kostunica possède 21 sièges ;

- le Parti libéral-démocrate (LDP), né en 2005 d'une scission du Parti démocrate et emmené par Cedomir Jovanovic, compte 19 députés ;

- Régions unies de Serbie (URS) de Mladan Dinkic possède 16 sièges ;

- l'Alliance des Hongrois de Voïvodine (SVM) dirigée par Istvan Pasztor compte 5 députés ;

- le Parti de l'action démocratique du Sandjak possède 2 sièges ;

- Tous ensemble (Sve Zajedno), coalition qui rassemble l'Union démocratique bosniaque, l'Alliance civile des Hongrois, l'Union démocratique des Croates, l'Amitié démocratique des Hongrois de Voïvodine et le Parti slovaque compte un député ;

- la Coalition albanaise de la vallée de Presovo possède un siège.

### Rappel des résultats des élections législatives du 6 mai 2012 en Serbie

Participation : 57,77%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Serbie en avant-Tomislav Nikolic	940 659	24,05	73
Pour une meilleure vie-Boris Tadic	863 294	22,07	67
Parti socialiste (SPS)-Parti des retraités unis (PUPS)-Serbie unie (JS)	567 689	14,51	44
Parti démocratique (DSS)	273 532	7	21
Parti libéral-démocrate (LDP)	255 546	6,53	19
Régions unies (URS)	215 666	5,51	16
Parti radical (SRS)	180 558	4,62	0
Autres	442 373	11	10

Source : Commission électorale serbe

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'agence Faktor plus, 43% des électeurs serbes s'apprêteraient à voter pour le Parti progressiste. La coalition rassemblant le Parti socialiste, le Parti des retraités unis et Serbie unie recueillerait 13,1% des suffrages ; le Parti démocrate, 11,6% ; le Parti démocratique serbe, 7% ; le Nouveau Parti démocrate, 6,8% et le Parti libéral-démocrate, 5,2%. Le parti d'Aleksandar Vucic a indiqué qu'il ne souhaitait

pas s'exprimer sur la formation d'une éventuelle coalition gouvernementale avant le scrutin.

En décembre dernier, des élections municipales ont été organisées dans trois villes du pays Odzaci, Kostolac et Vozdovac. Le Parti progressiste a remporté une large victoire dans chacune de ces communes et le Parti démocrate a subi un sévère revers. L'abstention a cependant été importante.

## Le Parti progressiste d'Aleksandar Vucic flirte avec la majorité absolue aux élections législatives en Serbie

Comme attendu, le Parti progressiste serbe (SNS), du président de la République Tomislav Nikolic et dirigé par le vice-Premier ministre en charge de la Défense, de la Sécurité et de la Lutte contre la corruption, Aleksandar Vucic, a remporté une éclatante victoire aux élections anticipées organisées le 16 mars en Serbie avec 48,8% des suffrages et 157 sièges à l'Assemblée nationale (*Narodna skupstina*), chambre unique du parlement, soit quasiment la majorité absolue, une première dans le pays.

Corinne Deloy

Résultats

Son allié au gouvernement, le Parti socialiste (SPS) du Premier ministre Ivica Dacic, est arrivé en 2e position avec 14% des voix et 45 sièges. Le Parti démocrate (DS), dirigé par Dragan Djilas, a obtenu 5,9% des suffrages et 19 députés. Il est suivi du Nouveau Parti démocrate (NDS), de l'ancien président de la République (2004-2006 et 2006-2012) Boris Tadic, qui a recueilli 5,7% des voix et remporté 18 sièges. 3 partis représentant les minorités ethniques de Serbie (Roms, Hongrois, Croates, Roumains, Bosniaques, etc.) ont également obtenu des élus.

Les élections législatives du 16 mars avaient été anticipées de 2 ans après qu'Aleksandar Vucic a demandé l'organisation d'un nouveau scrutin afin de « confirmer le soutien de l'opinion publique aux réformes ». Il avait indiqué que le Premier ministre Ivica Dacic « n'avait

*pas fait un mauvais travail »* mais qu'il « *fallait maintenant aller plus vite »*.

Un peu plus d'un électeur sur deux s'est rendu aux urnes : la participation s'est élevée à 53%, soit -5,7 points par rapport aux élections législatives du 3 mai 2012.

Premier parti politique de Serbie, le Parti progressiste a atteint son objectif d'accroître encore son influence à l'occasion de ce scrutin. « *Je souhaite que la Serbie poursuive sa lutte contre la corruption, qu'elle s'emploie à faire progresser son économie, qu'elle puisse accroître le nombre d'emplois et pour cela des réformes structurelles douloureuses sont nécessaires* » a déclaré Aleksandar Vucic. Il a annoncé « *l'adoption de vingt et un réformes entre le 15 avril et le 30 juin, avant la pause estivale* » et promis « *Une période*

**Résultats des élections législatives du 16 mars 2014 en Serbie**

Participation : 53%

Partis politiques	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
<b>Parti progressiste (SNS)</b>	48,80	157
<b>Parti socialiste (SPS)</b>	14	45
<b>Parti démocrate (DS)</b>	5,90	19
<b>Nouveau Parti démocrate (NDS)</b>	5,70	18
<b>Partis représentant les minorités</b>	4,20	11

Source : Commission électorale serbe

Premier parti politique de Serbie, le Parti progressiste a atteint son objectif d'accroître encore son influence à l'occasion de ce scrutin. « Je souhaite que la Serbie poursuive sa lutte contre la corruption, qu'elle s'emploie à faire progresser son économie, qu'elle puisse accroître le nombre d'emplois et pour cela des réformes structurelles douloureuses sont nécessaires » a déclaré Aleksandar Vucic. Il a annoncé « l'adoption de vingt et un réformes entre le 15 avril et le 30 juin, avant la pause estivale » et promis « Une période difficile et un important travail nous attendent mais à la fin de cette année, nous devrions voir la lumière au bout du tunnel ».

La popularité d'Aleksandar Vucic dans un pays pourtant affecté par une grande fragilité économique repose sur plusieurs éléments. Tout d'abord, les mesures prises par le gouvernement au cours des deux dernières années pour lutter contre la corruption et la criminalité organisée. Plusieurs hommes d'affaires ont été arrêtés au cours des derniers mois, dont le 12 décembre 2013, Miroslav Miskovic, considéré comme l'homme le plus riche de Serbie, ainsi que son fils Marko et 10 de ses associés. Ils sont accusés de détournements de fonds et d'évasion fiscale. Miroslav Miskovic a été remis en liberté contre le versement d'une caution de 12 millions €. « La corruption étrangle la Serbie. La corruption est un obstacle pour notre politique, pour notre administration, pour notre justice, pour l'environnement des affaires, pour notre économie » a répété Aleksandar Vucic.

Ce dernier peut également s'enorgueillir d'avoir obtenu l'ouverture des négociations d'adhésion de la Serbie à l'Union européenne. Celles-ci ont débuté le 21 janvier dernier. Le Parti progressiste souhaite voir son pays intégrer les Vingt-huit au plus tard en 2018. Contraint par Bruxelles, Belgrade a également entamé un rapprochement avec le Kosovo voisin, pays dont les autorités serbes n'ont pas à ce jour reconnu l'indépendance. Le 13 avril 2013, les deux Etats ont signé un accord de normalisation portant sur plusieurs points. « L'omniprésence d'Aleksandar Vucic mais aussi la faiblesse de l'opposition expliquent pourquoi le Parti progressiste caracole dans les sondages malgré la grave situation économique et le chômage » a indiqué Zoran Stojiljkovic, analyste politique. « Grâce à sa campagne anti-corruption, il bénéficie d'un important soutien parmi les classes populaires. Dans un contexte de crise économique et de chômage en hausse, il leur a offert des gens vers qui diriger leur colère », a souligné Predrag Simic, professeur à la faculté des sciences politiques de l'université de Belgrade, ajoutant « C'est une stratégie démagogique mais qui a fait ses preuves et continue de les faire ».

Agé de 44 ans, Aleksandar Vucic est diplômé de la Faculté de droit de l'université de Belgrade. Il rejoint en 1993 le Parti radical (SRS), parti nationaliste d'extrême droite dirigé par Vojislav Seselj, inculpé de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et actuellement en détention à La Haye, dont il devient secrétaire général deux ans plus tard. En 1998, il est

nommé ministre de l'Information dans le gouvernement d'union nationale présidé par Mirko Marjanovic qui rassemble le Parti socialiste (SPS) de Slobodan Milosevic, le Parti radical et la Gauche yougoslave (JUL). Il est élu au parlement en 28 décembre 2003 et réélu en janvier 2007. En 2008, il rejoint le Parti progressiste, fondé par Tomislav Nikolic après sa scission avec le Parti radical. Il en devient le vice-président et remporte les élections législatives du 6 mai 2012. Mais, à l'issue de ce scrutin, alors que Tomislav Nikolic accède à la présidence de la République, Aleksandar Vucic se voit contraint de céder le poste de chef du gouvernement au dirigeant du Parti socialiste Ivica Dacic qui a négocié au prix fort la participation de son parti au gouvernement. Les élections anticipées du 16 mars devraient selon toute vraisemblance lui permettre de devenir le prochain Premier ministre.

Aleksandar Vucic a déclaré regretter certaines de ses positions passées, notamment son opposition à l'entrée de Belgrade dans l'Union européenne – qu'il considère désormais comme le meilleur moyen d'assurer la prospérité de la Serbie –, et revendique le droit de chacun à changer d'opinion. « *Je ne cache pas que j'ai changé, au contraire je suis fier de cette transformation* » a-t-il affirmé. « *Aleksandar Vucic est un homme à poigne et les Serbes aiment ça. La situation est telle que les gens recherchent l'autorité* » a déclaré Marko Blagojevic, analyste au Centre pour des élections libres et la démocratie (CeSID).

Le futur gouvernement aura la lourde tâche de sortir la Serbie de la crise économique qu'elle connaît depuis des années. Le salaire moyen est dans le pays de 38 000 dinars (327 €) ; le taux de chômage s'élève à 20,1%. Le déficit budgétaire est supérieur à 7% ; la dette dépasse 60% et les investissements étrangers sont en recul depuis 7 ans. Le 17 janvier dernier, l'agence de notation Fitch a d'ailleurs sanctionné les hésitations de Belgrade à engager les réformes structurelles indispensables et dégradé la note de la Serbie de BB+ à BB-.

Le Fonds monétaire international (FMI) a entamé le 26 février dernier une mission dans le pays pour évaluer les finances gouvernementales en vue des négociations pour l'allocation un nouveau prêt à Belgrade. Le précédent, d'un montant d'un milliard €, avait été gelé en février 2012 en raison de l'incapacité du gouvernement à remplir les conditions imposées par l'institution financière internationale.

Selon Marko Blagojevic, le Parti progressiste devrait former une coalition gouvernementale avec d'autres partis. « *Pour mettre en œuvre des réformes qui seront douloureuses pour la population, nous avons besoin d'autres partis à nos côtés* » a indiqué Bratislav Grubacic, membre de la direction du Parti progressiste. Le dirigeant du parti socialiste Ivica Dacic a en effet d'ores et déjà affirmé que son parti s'opposerait aux réformes qui seraient dirigées contre les travailleurs ou les retraités.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.